



**GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION**

Pour l'exercice financier et le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2022

En date du 1^{er} mars 2023

TABLE DES MATIÈRES

1.	Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs	<u>3</u>
2.	À propos de Colabor	<u>4</u>
2.1	Aperçu du profil de la Société	<u>4</u>
2.2	Développements d'entreprise de 2022	<u>5</u>
2.3	Stratégies de développement et perspectives d'avenir	<u>6</u>
2.4	Indicateurs de performance financière clés	<u>8</u>
2.5	Faits saillants annuels des trois derniers exercices	<u>9</u>
3.	Résultats d'exploitation et financiers	<u>10</u>
3.1	Résultats d'exploitation	<u>10</u>
3.1.1	Ventes sectorielles	<u>10</u>
3.1.2	Charges opérationnelles	<u>11</u>
3.1.3	BAIIA ajusté	<u>12</u>
3.1.4	Frais (revenus) non liés aux opérations courantes	<u>13</u>
3.1.5	Amortissements	<u>14</u>
3.1.6	Charges financières	<u>14</u>
3.1.7	Impôts sur le résultat	<u>14</u>
3.1.8	Résultat net	<u>15</u>
3.2	Situation financière	<u>16</u>
3.3	Autres variations importantes de la situation financière	<u>17</u>
3.4	Données liées aux actions en circulation	<u>18</u>
3.5	Flux de trésorerie	<u>19</u>
3.6	Ressources en capital	<u>20</u>
4.	Regroupement d'entreprise et acquisition d'actifs	<u>21</u>
5.	Résumé des derniers trimestres	<u>23</u>
6.	Mesures de performance non conformes aux IFRS	<u>23</u>
7.	Transactions entre parties liées	<u>25</u>
8.	Transactions hors bilan	<u>25</u>
9.	Risques et incertitudes	<u>25</u>
10.	Estimations et jugements significatifs	<u>25</u>
11.	Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière	<u>27</u>
12.	Nouvelles conventions comptables	<u>27</u>
13.	Instruments financiers	<u>28</u>

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. et ses filiales (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat net, le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du quatrième trimestre et de l'exercice financier clos le 31 décembre 2022. Les chiffres du quatrième trimestre ne sont pas audités tandis que les chiffres présentés pour l'exercice sont audités. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et leurs notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedar.com et à www.colabor.com.

Énoncés de nature prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Colabor et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Colabor juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique 2.3 Stratégies de développement et perspectives d'avenir du présent rapport de gestion. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Colabor. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique 9 Risques et incertitudes du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs, qui incluent les risques liés à la pandémie de la Covid-19 et les différents variants sous-jacents (« pandémie ») ainsi que les impacts possibles sur les consommateurs et l'économie, n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Colabor, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Colabor à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Saisonnalité

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes de quatre semaines chacune; les trois premiers trimestres sont chacun composés de trois périodes et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre. Les trimestres et les exercices financiers clos le 31 décembre 2022 et le 25 décembre 2021 comptaient respectivement 17 et 16 semaines pour le trimestre et 53 et 52 semaines pour la période de 12 mois.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de périodes d'opération que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est normalement moins élevé en comparaison aux autres trimestres. Voir la rubrique 2.2 Développements d'entreprise de 2022 pour les impacts liés à la pandémie.

Finalement, le fonds de roulement évolue généralement au cours de l'exercice financier en raison de la nature saisonnière des activités, principalement au printemps et à l'été ainsi que durant les périodes de Fêtes (c.-à.-d. Noël et Pâques). Afin de répondre à la demande saisonnière accrue, les besoins en stocks augmentent ainsi que les clients et autres débiteurs. La facilité de crédit est utilisée au besoin pour supporter la fluctuation de cette activité saisonnière.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site Web de Colabor à www.colabor.com. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. À propos de Colabor

2.1 Aperçu du profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est une société qui effectue la distribution et la commercialisation de produits alimentaires et de produits liés à l'alimentation dans l'est du Canada dans les créneaux de l'hôtellerie, de la restauration, des marchés institutionnels (« HRI ») et celui du marché de détail. Colabor exerce présentement ses activités dans deux secteurs, soit le secteur Distribution et le secteur Grossiste.

A. Secteur Distribution

Les activités du secteur Distribution comprennent la distribution de produits alimentaires et connexes dans les créneaux de l'HRI et celui du marché de détail. Dans ce secteur, la Société distribue des produits spécialisés tels que les viandes, les poissons et les fruits de mer (« Distribution spécialisée ») ainsi que des produits généralisés alimentaires et connexes (« Distribution broadline »). Ces différents types de produits sont regroupés sous un seul secteur en raison de leur similitude au niveau de la nature des produits, du type de clients et des méthodes de distribution.

i. Distribution broadline

Québec

Les activités de la distribution au Québec se font par l'entremise de sa division Colabor Distribution Alimentaire (« CDA »). Il est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans la grande majorité des régions du Québec et dans une moindre mesure, au Nouveau-Brunswick. CDA distribue près de 10 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et à Rimouski. Sa clientèle, de près de 5 000 clients, se compose principalement de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, de magasins d'alimentation spécialisés, de comptes institutionnels tels des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients du commerce de détail. CDA offre une gamme complète de produits, dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

CDA détient la certification Safe Quality Food (« SQF »), une norme spécifique à la salubrité alimentaire pour le secteur de l'entreposage et de la distribution afin d'être en mesure de confirmer auprès des clients que ses produits sont manipulés et distribués en respectant les normes les plus strictes sur le plan mondial. Cette norme SQF comprend le système *Hazard Analysis Critical Control Point* (« HACCP ») auquel on a ajouté des outils de gestion afin d'assurer son maintien et son amélioration continue. CDA démontre ainsi à sa clientèle actuelle et future tout son sérieux à vouloir offrir une gamme de services qui atteint les plus hauts standards de sécurité alimentaire et de qualité.

ii. Distribution spécialisée

Les Pêcheries Norref Québec Inc. (« Norref »)

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Norref est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref exploite un centre de distribution à Montréal et détient une certification HACCP et une approbation fédérale lui permettant de vendre à l'échelle nationale. Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. La clientèle de Norref est diversifiée et se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels et de poissonneries.

Viandes Lauzon (« Lauzon »)

La division Lauzon effectue la préparation et la transformation de viandes de qualité supérieure pour les provinces du Québec et de l'Ontario et est un important distributeur des marques de bœuf de grande notoriété telles que Boeuf Québec et Excel Premium Beef ainsi que sa marque privée Signature. Lauzon est réputée, entre autres, pour ses produits, son expertise et pour un service à la fois efficace et souple au secteur HRI, du marché de détail et industriel. Lauzon mène ses activités dans une usine située à Montréal et détient une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale lui permettant de vendre ses produits à l'échelle nationale.

B. Secteur Grossiste

Les activités du secteur Grossiste comprennent la vente de produits généralisés alimentaires et connexes à des distributeurs à partir de son centre de distribution de Boucherville. Les ventes du Grossiste sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires fournis à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaire dans les secteurs des services alimentaires et du commerce de détail pour la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

C. Durabilité

Colabor désire se démarquer par son offre de produits locaux, de qualité, soutenant un écosystème agricole et de pêcheries durables. À cet effet, la Société distribue des produits ayant obtenu des certifications reconnues mettant notamment en valeur leur origine, qualité, traçabilité et autres principes de durabilité. Colabor offre notamment de la viande certifiée Boeuf Québec et des fruits-de-mer certifiés SeaChoice, Certified Sustainable Seafood de la Marine Stewardship Council (MSC), Farmed Responsibly Certified de la Aquaculture Stewardship Council (ASC) et Ocean Wise. La Société a également conclu en 2021 une entente de distribution de produits issues de l'agriculture locale avec Mathurin, une place de marché numérique offrant un vaste choix de produits frais et de qualités produits par près de 600 fermes et transformateurs québécois. Plus récemment, lors du premier trimestre de l'exercice 2023, la division Norref de Colabor a reçu la certification "Fourchette bleue". Cette certification permet ainsi à l'entreprise de répondre aux objectifs de la Politique Bioalimentaire du Gouvernement du Québec et de contribuer activement à l'autonomie alimentaire du Québec en accentuant son offre de produits marins locaux au secteur HRI.

2.2 Développements d'entreprise de 2022

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, les événements suivants ont eu un impact sur le développement général et les opérations de la Société ou témoignent de l'évolution du plan d'optimisation et de croissance de Colabor.

Mise à jour relative aux répercussions de la pandémie de Covid-19 et des incertitudes économiques sur les activités et résultats

Au cours de l'exercice 2022, les effets de la pandémie ont continué d'affecter les marchés dans lesquels la Société et ses fournisseurs évoluent ainsi qu'à avoir une incidence sur la demande des clients. Une réouverture des salles à manger des restaurants a eu lieu au début de février, ainsi que la levée de presque toutes les restrictions imposées par les gouvernements. La pandémie ainsi que d'autres facteurs, tels que la guerre en Ukraine, ont créé des conséquences à plus long terme sur l'économie

globale et les chaînes d'approvisionnement. Il est donc prudent de prévoir que les perturbations pourraient encore persister dans les prochains trimestres, particulièrement dans le créneau de la restauration.

Devant les répercussions économiques et commerciales continues et incertaines, il est impossible pour la direction d'estimer de façon fiable l'étendue et l'impact de ces développements sur ses résultats financiers futurs. Bien que les répercussions de la pandémie pourrait continuer d'avoir des effets sur les ventes et sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ dans les prochains mois, Colabor ne s'attend pas à une incidence négative importante sur ses liquidités disponibles. La diversification des activités de la Société combinée aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles permettront à Colabor de poursuivre son plan stratégique. Nos équipes continuent d'être proactives afin de saisir les opportunités qui pourraient se présenter.

Changements au conseil d'administration

Le 31 mars 2022, la Société a annoncé que M. Robert Briscoe a remis sa démission le 30 mars 2022 à titre d'administrateur de la Société.

Le 14 juin 2022, la Société a annoncé la nomination de M. Marc Beauchamp à titre d'administrateur de la Société.

Acquisitions d'entreprise et d'actifs

Le 4 avril 2022, la Société a annoncé l'acquisition de la totalité des actions de Le Groupe Resto-Achats Inc. et ses filiales (« GRA »). Se reporter à la rubrique 4 Regroupement d'entreprise et acquisition d'actifs pour obtenir de plus amples renseignements.

Le 22 avril 2022, la Société a conclu l'acquisition de certains actifs de Ben Deshaies Inc. dans la région de l'Outaouais et des Laurentides (« l'Acquisition d'actifs »). Se reporter à la rubrique 4 Regroupement d'entreprise et acquisition d'actifs pour obtenir de plus amples renseignements.

Annnonce du déménagement du siège social

Le 29 septembre 2022, la Société a annoncé le déménagement de son siège social et de l'entrepôt situés à Boucherville vers la fin 2023 et la conclusion d'un bail d'une durée de 20 ans et 6 mois, venant à échéance le 30 septembre 2044. Les nouveaux locaux industriels seront plus modernes, mieux situés et adaptés pour les opérations de distribution, en plus d'offrir un milieu de travail stimulant et optimal au bien-être des employés.

2.3 Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Colabor a pour principaux objectifs financiers d'accroître sa rentabilité et conséquemment de créer de la valeur pour ses actionnaires. En 2022, afin d'atteindre ses objectifs, le plan stratégique se définit et s'articule sur les piliers suivants :

1. Optimiser la rentabilité
 - Repositionner et favoriser ses marques privées;
 - Accroître la distribution spécialisée (viandes et poissons); et
 - Améliorer la gestion des catégories.
2. Développer de nouveaux territoires de Distribution au Québec
 - Continuer le développement dans l'ouest du Québec; et
 - Saisir des occasions d'acquisition.
3. Continuer d'améliorer notre efficacité opérationnelle
 - Investissement et modernisation de certains centres de distribution/divisions; et
 - Finaliser l'intégration et la centralisation de certaines fonctions.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

4. Attirer et retenir les talents
 - Améliorer l'engagement des employés; et
 - Développer la marque employeur.

Évolution du plan 2022

Au cours de l'exercice 2022, afin de développer de nouveaux territoires de Distribution au Québec, nous avons continué d'investir dans notre force de vente afin de percer certaines régions du Québec qui étaient jusque-là peu exploitées par la Société. Nous avons aussi conclu deux acquisitions les 4 et 22 avril 2022, qui s'inscrivent parfaitement dans notre plan de croissance, tel que mentionné précédemment, et nous aide à améliorer la profondeur de notre offre et à gagner des parts de marchés dans les territoires existants et nouveaux.

Des investissements, afin d'améliorer le positionnement de notre marque privée, se poursuivent au cours de l'exercice 2022, faisant suite au lancement officiel de septembre 2021 de la nouvelle image de notre marque privée, qui était une étape importante dans le cadre de son repositionnement.

La Société a poursuivi ses investissements dans le développement de sa marque employeur afin d'attirer et retenir les talents. Le renouvellement d'importantes conventions collectives au cours des derniers mois contribue aussi à l'alignement de nos pratiques de rémunération en lien avec l'industrie et améliore notre compétitivité en tant qu'employeur afin de retenir et attirer les meilleurs talents. La Société a aussi continué de gérer les impacts de la pandémie sur ses activités par le maintien d'une structure de coûts adaptée et la gestion optimale des flux de trésorerie.

Plan pour 2023

En 2023, le plan stratégique afin d'atteindre ses objectifs se définit dans la continuité de 2022, et s'articule sur les piliers suivants :

1. Développer de nouveaux territoires de Distribution au Québec
 - Continuer le développement dans l'ouest du Québec; et
 - Saisir des occasions d'acquisition.
2. Optimiser la rentabilité et les efficacités
 - Continuer le développement de ses marques privées;
 - Accroître la distribution spécialisée (viandes et poissons); et
 - Investissement et modernisation de certains centres de distribution/divisions.
3. Attirer, retenir et développer les talents
 - Améliorer l'engagement des employés;
 - Lancement de la marque employeur; et
 - Prioriser une communication efficace au sein de l'organisation.
4. Renouveler et rafraîchir notre image
 - Continuer d'élargir l'offre locale;
 - Investissement au niveau de l'image de marque; et
 - Mise en place des objectifs en matière d'environnement, social et gouvernance ("ESG")

2.4 Indicateurs de performance financière clés

Indicateurs de performance (en milliers de dollars, sauf le ratio d'endettement)	53 semaines	52 semaines
	2022	2021
	\$	\$
Résultats et flux de trésorerie		
Ventes liées aux activités poursuivies	574 071	477 004
Résultat net lié aux activités poursuivies	4 551	8 253
BAlIA ajusté ⁽¹⁾	29 068	25 420
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	19 299	18 752
Situation financière		
	Au 31 décembre	Au 25 décembre
	2022	2021
	\$	\$
Fonds de roulement ⁽²⁾	48 800	40 770
Ratio d'endettement ⁽³⁾	1,6x	1,9x
Dette nette ⁽⁴⁾	47 764	48 366

⁽¹⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer au tableau du rapprochement du résultat net au BAlIA ajusté à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. Le BAlIA ajusté correspond au résultat opérationnel avant les frais (revenus) non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.

⁽³⁾ Le ratio d'endettement est un indicateur de la capacité de la Société à s'acquitter de sa dette à long terme. Il est défini comme le ratio de la dette nette / BAlIA ajusté des quatre derniers trimestres. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS.

⁽⁴⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme, net de l'encaisse.

Faits saillants de l'exercice 2022

- Les ventes consolidées se sont chiffrées à 574,1 millions \$, en hausse de 20,3 %, comparativement à l'exercice 2021 résultant principalement de l'impact de l'inflation, d'une augmentation du volume étant donné, entre autres les mesures de confinement moins restrictives en 2022 comparativement à 2021, l'Acquisition d'actifs et l'acquisition de GRA pour un montant des ventes de 14,0 millions \$, ainsi que l'impact de la semaine additionnelle dans l'exercice 2022.
- Le résultat net des activités poursuivies s'est établi à 4,6 millions \$, en baisse de 3,7 millions \$ comparativement à un résultat net de 8,3 millions \$ en 2021, résultant principalement du gain non récurrent de 3,8 millions \$ non lié aux opérations courantes lors de l'exercice précédent et la hausse des amortissements, mitigé par la hausse du BAlIA ajusté⁽¹⁾ et la baisse des charges financières.
- Le BAlIA ajusté⁽¹⁾ provenant des activités poursuivies a atteint 29,1 millions \$ ou 5,1 % des ventes des activités poursuivies comparativement à 25,4 millions \$ ou 5,3 % des ventes des activités poursuivies en 2021, une hausse de 14,4 %. Cette augmentation provient de l'augmentation des ventes et une amélioration de la marge brute provenant d'un meilleur mix produits et clients, mitigée entre autres par la baisse des subventions reçues de 2,5 millions \$, une hausse des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts de la chaîne d'approvisionnement, en lien entre autres avec la hausse de l'inflation, ainsi que des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire.
- La diminution de la dette nette⁽⁴⁾ qui se chiffre à 47,8 millions \$ au 31 décembre 2022 comparativement à 48,4 millions \$ à la fin de l'exercice 2021 s'explique par des remboursements de la facilité de crédit. Malgré la conclusion de deux acquisitions en 2022, le ratio d'endettement⁽³⁾ se chiffre à 1,6x par rapport à 1,9x en 2021.

- Au 31 décembre 2022, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 48,8 millions \$, en hausse par rapport à 40,8 millions \$ à la fin de l'exercice précédent. Cette variation s'explique par la hausse des ventes au cours du quatrième trimestre de 2022 comparativement au même trimestre de 2021.

2.5 Faits saillants annuels des trois derniers exercices

Faits saillants financiers (en milliers de dollars, sauf les données par actions et les pourcentages)	53 semaines		52 semaines	
	2022	2021	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Ventes liées aux activités poursuivies	574 071	477 004	461 319	
Résultat net lié aux activités poursuivies	4 551	8 253	3 798	
Résultat net lié aux activités abandonnées	(486)	(411)	(12 410)	
BAIIA ajusté⁽¹⁾	29 068	25 420	28 913	
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	5,1 %	5,3 %	6,3 %	
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,04	0,08	0,04	
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	—	—	(0,12)	
Total de l'actif	240 691	229 434	234 000	
Passifs financiers à long terme⁽²⁾	43 375	46 989	11 860	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

⁽²⁾ Les passifs financiers à long terme comprennent la dette à long terme.

L'augmentation des ventes liées aux activités poursuivies de l'exercice 2021 par rapport à 2020 s'explique principalement par l'augmentation du volume provenant de notre clientèle de la restauration, mitigé par la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée.

L'augmentation du résultat net lié aux activités poursuivies de l'exercice 2021 par rapport à 2020 s'explique principalement par la hausse des revenus non liés aux opérations courantes, la baisse de la charge d'amortissement et des charges financières, mitigé par la baisse du BAIIA ajusté⁽¹⁾. La variation des (revenus) frais non liés aux opérations courantes provient du remboursement d'une portion d'une pénalité payée en 2017 au Ministère des finances de l'Ontario.

La diminution du BAIIA ajusté⁽¹⁾ et de la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ pour l'exercice 2021 par rapport à 2020 s'explique essentiellement par la baisse des subventions reçues de 4,3 millions \$, des coûts de main-d'œuvre supplémentaires dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre et du renouvellement d'une convention collective, ainsi que des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire et le repositionnement de notre marque privée, mitigé par l'augmentation des ventes et une amélioration de la marge brute. En excluant l'impact des subventions reçues, la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ aurait été de 4,8 % en 2021 et 4,7 % en 2020.

L'augmentation des passifs à long terme au 25 décembre 2021 par rapport à l'exercice précédent s'explique par la classification à court terme des débetures convertibles en 2020 et qui suite à leurs remboursements en 2021 ont été remplacées par de la dette à long terme.

3. Résultats d'exploitation et financiers

3.1 Résultats d'exploitation

Sommaire des résultats pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2022

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	17 semaines	16 semaines	Écart	53 semaines	52 semaines	Écart
	2022	2021		2022	2021	
	\$	\$	%	\$	\$	%
Ventes	193 246	151 014	28,0	574 071	477 004	20,3
Coût des marchandises vendues	157 959	125 799	25,6	470 559	396 933	18,5
Charges d'exploitation ⁽²⁾	25 432	18 135	40,2	74 444	54 651	36,2
Charges opérationnelles	183 391	143 934	27,4	545 003	451 584	20,7
BAIIA ajusté⁽¹⁾	9 855	7 080	39,2	29 068	25 420	14,4
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	5,1 %	4,7 %		5,1 %	5,3 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

⁽²⁾ Les charges d'exploitation sont ajustées pour exclure les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions.

3.1.1 Ventes sectorielles

Ventes consolidées pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2022

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	17 semaines	16 semaines	Écart	53 semaines	52 semaines	Écart
	2022	2021		2022	2021	
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	132 799	103 046	28,9	393 446	323 870	21,5
Secteur Grossiste	73 142	62 628	16,8	225 565	197 297	14,3
Éliminations intersectorielles et autres	(12 695)	(14 660)	13,4	(44 940)	(44 163)	(1,8)
Ventes	193 246	151 014	28,0	574 071	477 004	20,3

Les ventes consolidées du quatrième trimestre de 2022 étaient de 193,2 millions \$ comparativement à 151,0 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 28,0 %.

- La hausse des ventes du secteur Distribution de 28,9 % s'explique par la croissance du volume, la semaine additionnelle du quatrième trimestre de 2022, l'impact de l'inflation, et l'Acquisition d'actifs.
- Les ventes du secteur Grossiste ont augmenté de 16,8 % et s'explique par l'impact de l'inflation et la semaine additionnelle du quatrième trimestre de 2022.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont baissé de 13,4 % ce qui s'explique essentiellement par les ventes de GRA, mitigé par l'augmentation du volume des secteurs Distribution et Grossiste tel que décrit ci-dessus.

Les ventes consolidées pour l'exercice 2022 étaient de 574,1 millions \$ comparativement à 477,0 millions \$ lors de l'exercice précédent, soit une augmentation de 20,3 %. La fermeture des salles à manger des restaurants a eu des impacts sur 4 semaines en 2022, comparativement à environ 24 semaines en 2021.

- La hausse des ventes du secteur Distribution de 21,5 % s'explique par la croissance du volume, dont de notre clientèle de la restauration compte tenu, entre autres, des mesures de confinement moins restrictives durant l'exercice 2022 contrairement à 2021, tel qu'expliqué ci-haut, l'impact de l'inflation, l'Acquisition d'actifs ainsi que l'impact de la semaine additionnelle de l'exercice 2022.
- Les ventes du secteur Grossiste ont augmenté de 14,3 % ce qui s'explique par l'impact de l'inflation et de la semaine additionnelle dans l'exercice 2022 et une augmentation du volume, mitigé par la perte d'une partie du volume d'un de nos clients et une semaine de grève à notre centre de distribution de Boucherville.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmenté de 1,8 % ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des achats des secteurs Distribution et Grossiste tel que décrit ci-dessus, mitigé par les ventes de GRA.

3.1.2 Charges opérationnelles

Charges opérationnelles pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2022

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	17 semaines	16 semaines	Écart	53 semaines	52 semaines	Écart
	2022	2021		2022	2021	
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	126 952	99 093	28,1	374 971	308 438	21,6
Secteur Grossiste	67 062	57 253	17,1	207 389	179 972	15,2
Éliminations intersectorielles et autres	(10 623)	(12 412)	14,4	(37 357)	(36 826)	(1,4)
Charges opérationnelles⁽¹⁾	183 391	143 934	27,4	545 003	451 584	20,7

⁽¹⁾ Charges opérationnelles excluant les frais (revenus) non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

Les charges opérationnelles consolidées du quatrième trimestre de 2022 étaient de 183,4 millions \$ comparativement à 143,9 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 27,4 %, en lien avec l'augmentation des ventes de 28,0 %.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont augmenté de 28,1 % au cours du quatrième trimestre provenant essentiellement de la hausse des ventes de 28,9 %, une hausse des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts de la chaîne d'approvisionnement, en lien entre autres avec la hausse de l'inflation, et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire, mitigé par une hausse de la marge brute.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont augmenté de 17,1 % en lien avec la hausse des ventes de 16,8 % au cours du quatrième trimestre de 2022, des investissements au niveau du repositionnement de notre marque privée et une hausse des coûts de main-d'œuvre.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont diminué de 14,4 % provenant principalement des charges reliées à GRA, net de la hausse des ventes intersectorielles tel qu'expliqué précédemment au cours du quatrième trimestre de 2022.

Les charges opérationnelles consolidées pour l'exercice 2022 étaient de 545,0 millions \$ comparativement à 451,6 millions \$ lors de l'exercice précédent, soit une augmentation de 20,7 %, en lien avec l'augmentation des ventes de 20,3 % et la baisse des subventions reçues de 2,6 millions \$.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont augmenté de 21,6 % provenant essentiellement de la hausse des coûts de marchandises vendues et des charges d'exploitation reliée à l'augmentation des ventes de 21,5 %, la baisse des subventions reçues d'un montant de 2,0 millions \$ au cours de l'exercice 2022, une hausse des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts de la chaîne d'approvisionnement en lien entre autres avec la hausse de l'inflation et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire, mitigé par une hausse de la marge brute.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont augmenté de 15,2 % en lien avec la hausse des coûts de marchandises vendues reliée à l'augmentation des ventes de 14,3 %, une hausse des investissements au niveau du repositionnement de notre marque privée, ainsi qu'une baisse des subventions reçues au cours de l'exercice 2022 d'un montant de 0,3 million \$ et une hausse des coûts de main-d'œuvre.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmenté de 1,4 % provenant principalement de l'augmentation des ventes intersectorielles tel qu'expliqué précédemment, net de la baisse des subventions reçues d'un montant de 0,3 million \$ au cours de l'exercice 2022, ainsi que les charges reliées à GRA.

3.1.3 BAIIA ajusté

BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2022

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	17 semaines		Écart	53 semaines		Écart
	2022	2021		2022	2021	
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	5 847	3 953	47,9	18 475	15 432	19,7
Secteur Grossiste	6 080	5 375	13,1	18 176	17 325	4,9
Éliminations intersectorielles et autres	(2 072)	(2 248)	7,8	(7 583)	(7 337)	(3,4)
BAIIA ajusté⁽¹⁾	9 855	7 080	39,2	29 068	25 420	14,4
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	5,1 %	4,7 %		5,1 %	5,3 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2022 était de 9,9 millions \$ comparativement à 7,1 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 39,2 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 5,1 % par rapport à 4,7 % lors de la période correspondante de 2021. Ces variations s'expliquent essentiellement par la croissance des ventes :

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Distribution a augmenté de 1,9 million \$ ou 47,9 %. En pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ s'est établie à 4,4 % comparativement à 3,8 % en 2021. Cette augmentation s'explique par une croissance des ventes de 28,9 % tel qu'expliqué précédemment et une hausse de la marge brute, mitigée par une hausse des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts de la chaîne d'approvisionnement et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Grossiste a augmenté de 0,7 million \$, ou 13,1 % et s'explique essentiellement par une augmentation des ventes de 16,8 % tel qu'expliqué précédemment, mitigé par la hausse des investissements au niveau du repositionnement de notre marque privée et la hausse des coûts de main-d'œuvre.

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des éliminations intersectorielles et autres du quatrième trimestre 2022 a diminué de 0,2 million \$ ou 7,8 % comparativement à celui du trimestre correspondant de 2021 et s'explique essentiellement par l'acquisition de GRA, mitigée par la croissance des ventes.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ de l'exercice 2022 a atteint 29,1 millions \$ comparativement à 25,4 millions \$ lors de l'exercice précédent, soit une augmentation de 14,4 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 5,1 % par rapport à 5,3 % lors de la période correspondante de 2021. Ces variations s'expliquent essentiellement par l'augmentation des ventes ainsi d'une augmentation de la marge brute provenant d'un meilleur mix de produits et clients, mitigé par la baisse des subventions reçues de 2,6 millions \$. En excluant l'impact des subventions reçues, la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ aurait été de 5,1 % en 2022 et 4,8 % en 2021 :

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Distribution a augmenté de 3,0 millions \$ ou 19,7 %. En pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ s'est établie à 4,7 % comparativement à 4,8 % en 2021. Les variations proviennent d'une croissance des ventes et une amélioration de la marge brute, mitigé par la baisse des subventions reçues de 2,0 millions \$, la hausse des coûts de main-d'œuvre et autres coûts de la chaîne d'approvisionnement et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire, tel qu'expliqué précédemment.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Grossiste a augmenté de 0,9 million \$, ou 4,9 % et s'explique essentiellement par une croissance des ventes, mitigée par la baisse des subventions reçues au cours de l'exercice 2022, des investissements au niveau du repositionnement de notre marque privée et une hausse des coûts de main-d'œuvre.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des éliminations intersectorielles et autres de l'exercice 2022 a augmenté de 0,2 million \$ ou 3,4 % comparativement à celui de la période correspondante de 2021 et s'explique essentiellement par la croissance des ventes, mitigé par une diminution des subventions reçues et de l'acquisition de GRA.

3.1.4 Frais (revenus) non liés aux opérations courantes

Frais (revenus) non liés aux opérations courantes pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2022

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	17 semaines		Écart	53 semaines		Écart
	2022	2021		2022	2021	
	\$	\$	%	\$	\$	%
Primes de séparation	—	—	—	—	63	(100,0)
Autres	107	(3 998)	(102,7)	1 354	(3 831)	(135,3)
Frais (revenus) non liés aux opérations courantes	107	(3 998)	(102,7)	1 354	(3 768)	(135,9)

Au cours de l'exercice 2021, la Société a procédé à certains changements au niveau de ses effectifs afin d'optimiser ses activités entraînant des primes de séparation.

En 2021, le Ministère des finances de l'Ontario (« MFO ») a accepté de rembourser à Colabor une partie d'une pénalité payée en 2017, plus intérêts, comme règlement final à l'avis d'opposition déposé par Colabor en 2017. En effet, en 2017, Colabor avait reçu et payé un avis de cotisation d'un montant de 6,4 millions \$ provenant du MFO en lien avec des activités commerciales concernant la vente de produits du tabac ayant eu lieu entre 2013 et 2016 au sein d'une division en Ontario. Colabor avait porté la cause en appel en 2019. Cette somme a été reçue au cours du premier trimestre de 2022. Ce revenu est net de frais juridiques et autres charges en lien avec des activités non courantes qui sont aussi comptabilisés dans les autres charges non récurrentes.

Les autres frais non liés aux opérations courantes représentent des honoraires juridiques et professionnels et autres charges en lien avec des activités non courantes et des acquisitions.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

3.1.5 Amortissements

Amortissements pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2022

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	17 semaines	16 semaines	Écart	53 semaines	52 semaines	Écart
	2022	2021		2022	2021	
	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	810	739	9,6	2 342	2 277	2,9
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 274	1 334	(4,5)	4 066	4 225	(3,8)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	3 384	2 247	50,6	9 674	7 586	27,5
Amortissements	5 468	4 320	26,6	16 082	14 088	14,2

Pour les périodes de 17 et 53 semaines closes le 31 décembre 2022, la charge d'amortissements est en hausse de 26,6 % et de 14,2 %, respectivement, comparativement à 2021 et s'explique principalement par l'augmentation de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation suite au renouvellement de baux depuis les 12 derniers mois ainsi qu'à l'acquisition d'immobilisations corporelles, mitigé par certaines immobilisations incorporelles complètement amorties.

3.1.6 Charges financières

Charges financières pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2022

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	17 semaines	16 semaines	Écart	53 semaines	52 semaines	Écart
	2022	2021		2022	2021	
	\$	\$	%	\$	\$	%
Intérêts sur la facilité de crédit	596	438	36,1	1 638	1 302	25,8
Intérêts sur la dette subordonnée	355	369	(3,8)	1 133	1 131	0,2
Intérêts effectifs sur les débetures	—	—	—	—	934	(100,0)
Intérêts sur les obligations locatives	541	387	39,8	1 475	1 324	11,4
Autres	258	92	180,4	534	418	27,8
Charges financières	1 750	1 286	36,1	4 780	5 109	(6,4)

Les charges financières du quatrième trimestre 2022 se sont établies à 1,8 million \$, comparativement à 1,3 million \$ pour la période correspondante de 2021. Cette hausse s'explique par l'augmentation des taux d'intérêt malgré la diminution de notre niveau d'endettement et au renouvellement de baux depuis les 12 derniers mois.

Pour l'exercice 2022, les charges financières se sont établies à 4,8 millions \$, comparativement à 5,1 millions \$ pour l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par la diminution de notre niveau d'endettement et le rachat des débetures en 2021, mitigé par l'augmentation des taux d'intérêt et au renouvellement de baux depuis les 12 derniers mois.

3.1.7 Impôts sur le résultat

Pour les périodes de 17 et 53 semaines closes le 31 décembre 2022, la charge d'impôts était de 0,7 million \$ et de 1,8 million \$, respectivement, comparativement à 0,0 million \$ et 1,4 million \$ pour les périodes correspondantes 2021. La variation provient essentiellement de la non-imposition d'un gain non récurrent en 2021.

3.1.8 Résultat net

Résultat net pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2022

(en milliers de dollars, sauf le résultat net par action et les pourcentages)

	17 semaines	16 semaines	Écart	53 semaines	52 semaines	Écart
	2022	2021		2022	2021	
	\$	\$	%	\$	\$	%
Résultat net lié aux activités poursuivies	1 682	5 336	(68,5)	4 551	8 253	(44,9)
Résultat net lié aux activités abandonnées	(419)	(197)	112,7	(486)	(411)	18,2
Résultat net	1 263	5 139	(75,4)	4 065	7 842	(48,2)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,02	0,05	(60,0)	0,04	0,08	(50,0)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	—	—	—	—	—	—
Résultat net par action de base et dilué	0,01	0,05	(80,0)	0,04	0,08	(50,0)

Le résultat net lié aux activités poursuivies du quatrième trimestre de 2022 était de 1,7 million \$ ou 0,02 \$ par action, comparativement à 5,3 millions \$ ou 0,05 \$ par action lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principales variations du trimestre sont le gain non récurrent de 4,0 millions \$ non lié aux opérations courantes de l'exercice précédent, la hausse des amortissements, des charges financières et de la charge d'impôts, mitigé par la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ tel qu'expliqué précédemment. Le résultat net du quatrième trimestre est de 1,3 million \$, ou 0,01 \$ par action, comparativement à 5,1 millions \$ ou 0,05 \$ par action lors de la période correspondante de 2021. La variation s'explique par les éléments ci-haut mentionnés. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant le quatrième trimestre est de 101 954 885, identique à la période correspondante de 2021.

Le résultat net lié aux activités poursuivies cumulatif pour l'exercice 2022 a atteint 4,6 millions \$ ou 0,04 \$ par action, en baisse par rapport à 8,3 millions \$ ou 0,08 \$ par action, lors de l'exercice 2021. Le résultat net de l'exercice 2022 est de 4,1 millions \$, ou 0,04 \$ par action, en baisse de 3,7 millions \$ par rapport à 7,8 millions \$, ou 0,08 \$ par action, lors de la période correspondante de 2021. La variation s'explique par le gain non récurrent de 3,8 millions \$ non lié aux opérations courantes de l'exercice précédent, la hausse des amortissements et de la charge d'impôts, mitigé par la diminution des charges financières et la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ tel qu'expliqué précédemment. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice 2022 est de 101 954 885 comparativement à 101 893 919 lors de l'exercice 2021.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

3.2 Situation financière

Le tableau qui suit présente les principaux éléments des actifs et passifs courants consolidés qui composent le fonds de roulement⁽²⁾ de la société.

(en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2022 \$	Au 25 décembre 2021 \$	Écart \$
Actifs courants			
Clients et autres débiteurs	45 776	45 745	31
Stocks	45 084	38 692	6 392
Actifs courants	90 860	84 437	6 423
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	42 060	43 667	(1 607)
Fonds de roulement⁽²⁾	48 800	40 770	8 030

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. La Société calcule son fonds de roulement tel que décrit ci-dessus. Voir la rubrique 1 Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs pour plus d'informations sur la saisonnalité des ventes.

Au 31 décembre 2022, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 48,8 millions \$, en hausse de 8,0 millions \$ par rapport à la fin de l'exercice 2021. La hausse s'explique de la façon suivante :

Clients et autres débiteurs

Le solde des clients et autres débiteurs est comparable à celui au 25 décembre 2021, provenant de la hausse des ventes au cours du quatrième trimestre par rapport au quatrième trimestre de 2021, net de l'encaissement du gain non récurrent qui était à recevoir au 25 décembre 2021.

Stocks

Le solde des stocks est en hausse de 6,4 millions \$ par rapport au 25 décembre 2021, expliqué par la hausse du niveau d'inventaire relié à une demande plus élevée suite à l'augmentation des ventes.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs est en baisse de 1,6 million \$ par rapport au 25 décembre 2021 provenant essentiellement du décalage des paiements fournisseurs, mitigé par la hausse des inventaires.

3.3 Autres variations importantes de la situation financière

Le tableau suivant présente les autres éléments importants de la situation financière de la Société au 31 décembre 2022 et leurs écarts par rapport à l'exercice financier se terminant le 25 décembre 2021.

(en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2022 \$	Au 25 décembre 2021 \$	Écart \$
Immobilisations corporelles	8 247	5 568	2 679
Immobilisations incorporelles	22 079	22 855	(776)
Actifs au titre de droits d'utilisation	38 057	33 471	4 586
Goodwill	73 072	70 813	2 259
Actifs d'impôts différés	3 026	4 775	(1 749)
Dette à long terme	46 375	49 989	(3 614)
Obligations locatives	42 457	35 299	7 158
Obligation au titre de la retraite	2 279	2 658	(379)
Contrepartie éventuelle	1 188	—	1 188
Passifs d'impôts différés	715	19	696
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	102 894	97 590	5 304

Immobilisations corporelles

L'augmentation des immobilisations corporelles provient essentiellement des acquisitions mitigées en partie par l'amortissement.

Immobilisations incorporelles

La diminution des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'amortissement, mitigé par l'acquisition de GRA et l'Acquisition d'actifs, tel qu'expliqué à la rubrique 4 Regroupement d'entreprise et acquisition d'actifs.

Actifs au titre de droits d'utilisation

L'augmentation des actifs au titre de droits d'utilisation provient essentiellement du renouvellement de baux mitigé par l'amortissement.

Goodwill

L'augmentation du goodwill provient de l'acquisition de GRA au cours de l'exercice.

Actifs d'impôts différés

La diminution des actifs d'impôts différés provient essentiellement du renversement d'attributs fiscaux au cours de l'exercice.

Dette à long terme

La réduction de la dette à long terme provient essentiellement des remboursements de la facilité de crédit pour un montant de 3,8 millions \$ au cours de l'exercice.

Obligations locatives

L'augmentation des obligations locatives provient essentiellement du renouvellement des contrats de locations mitigé par les paiements effectués au cours de l'exercice.

Obligation au titre de la retraite

La Société a approuvé la liquidation complète du régime de retraite à prestations définies en date du 31 mai 2021. Le processus relatif à la liquidation du régime devrait être complété en 2023 et l'obligation sera déboursée au même moment.

Contrepartie éventuelle

L'augmentation de la contrepartie éventuelle provient essentiellement de l'acquisition de GRA.

Passifs d'impôts différés

L'augmentation des passifs d'impôts différés provient essentiellement de l'acquisition de GRA.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires

L'augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires provient principalement du résultat net et des autres éléments du résultat global de l'exercice.

3.4 Données liées aux actions en circulation

Le tableau suivant présente les données sur les actions et options de la Société au 27 février 2023. Se reporter aux notes 9, 18 et 20 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le nombre d'options)

	Nombre d'actions / options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions ordinaires participantes à droit de vote	101 954 885	257 008
Options sur les actions participantes à droit de vote		
Options en circulation	4 698 982	
Options pouvant être exercées	2 208 982	

3.5 Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés pour les périodes de 17 et 53 semaines closes le 31 décembre 2022.

(en milliers de dollars)

	<u>17 semaines</u>	<u>16 semaines</u>	<u>53 semaines</u>	<u>52 semaines</u>
	<u>2022</u>	<u>2021</u>	<u>2022</u>	<u>2021</u>
	<u>\$</u>	<u>\$</u>	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(663)	9 035	19 299	18 752
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 059)	(572)	(6 061)	(1 842)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 084)	(7 297)	(16 511)	(23 917)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies	(3 806)	1 166	(3 273)	(7 007)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	—	(12)	(8)	(181)
Trésorerie et équivalent de trésorerie au début	2 531	852	2 006	9 194
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin	(1 275)	2 006	(1 275)	2 006

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont atteint (0,7) million \$ pour le quatrième trimestre par rapport à 9,0 millions \$ pour la période correspondante en 2021. Cette baisse s'explique principalement par une utilisation supérieure du fonds de roulement⁽²⁾ et une baisse des revenus non liés aux opérations courantes, mitigé par l'augmentation du BAIIA ajusté⁽¹⁾. L'utilisation supérieure du fonds de roulement⁽²⁾ s'explique par l'augmentation d'achats d'inventaires et le décalage des paiements des fournisseurs.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont atteint 19,3 millions \$ pour l'exercice 2022 par rapport à 18,8 millions \$ pour la période correspondante en 2021. Cette hausse s'explique principalement par une utilisation inférieure du fonds de roulement⁽²⁾ et par l'augmentation du BAIIA ajusté⁽¹⁾, mitigé par une diminution des revenus non liés aux opérations courantes. L'utilisation inférieure du fonds de roulement⁽²⁾ s'explique par l'encaissement du gain non récurrent qui était à recevoir au 25 décembre 2021 et l'encaissement des comptes clients plus élevé en 2022, mitigé par le décalage des paiements des fournisseurs.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement sont de (2,1) millions \$ et (6,1) millions \$ pour le quatrième trimestre et l'exercice 2022 respectivement, comparativement à (0,6) million \$ et (1,8) million \$ pour les périodes correspondantes de 2021. Les variations proviennent essentiellement de l'acquisition de GRA pour un montant net de 2,0 millions \$ ainsi que des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles plus élevées.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de (1,1) million \$ pour le quatrième trimestre de 2022, en baisse par rapport à (7,3) millions \$ pour la période correspondante en 2021. La variation provient principalement de l'utilisation de la facilité de crédit de 3,5 millions \$ en 2022, comparativement à un remboursement de 3,7 millions \$ en 2021.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de (16,5) millions \$ pour l'exercice, comparativement à (23,9) millions \$ pour la période correspondante en 2021. La variation provient principalement d'un remboursement de 3,8 millions \$ de la facilité de crédit, comparativement à une utilisation de 35,5 millions \$ aux fins du rachat des débetures pour 49,3 millions \$ et un emprunt supplémentaire de 3,0 millions \$ de la dette subordonnée lors de la période correspondante de 2021.

Paiements exigibles

Les flux de trésorerie non actualisés, incluant capital et intérêts liés aux passifs de la Société comportent les échéances suivantes :

(en milliers de dollars)

Obligations contractuelles	Paiements exigibles par période				
	Total \$	Moins de 1 an \$	De 1 à 3 ans \$	De 3 à 5 ans \$	5 ans et plus \$
Découvert bancaire	1 275	1 275	—	—	—
Fournisseurs et autres créditeurs	42 060	42 060	—	—	—
Solde de prix d'achat	1 000	1 000	—	—	—
Facilité de crédit	37 178	5 578	31 600	—	—
Dette subordonnée	18 444	1 088	2 175	15 181	—
Contrepartie éventuelle	1 500	750	750	—	—
Obligations locatives	47 743	13 406	13 976	8 923	11 438
Engagements	140 270	1 064	19 531	119 675	—
	289 470	66 221	68 032	143 779	11 438

3.6 Ressources en capital

Au cours de l'exercice 2023, la Société prévoit avoir besoin de liquidités afin de financer principalement :

- ses investissements en immobilisations corporelles;
- ses opportunités d'investissements; et
- ses obligations contractuelles.

Les sources de financement internes et externes disponibles sont :

- les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation; et
- la portion de la facilité de crédit non utilisée.

Au 31 décembre 2022, la Société respectait tous ses engagements bancaires. La Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et par l'utilisation de la facilité de crédit non utilisée.

Au 31 décembre 2022, la Société disposait des sources de financements suivantes:

Facilité de crédit

Une facilité de crédit garantie de premier rang d'un montant autorisé de 80,0 millions \$, incluant un prêt à terme de 30,0 millions \$ et un crédit rotatif de 50,0 millions \$, dont 5,0 millions \$ en marge de crédit d'exploitation. La facilité porte intérêt au coût des fonds majorés de 1,75 % à 3,25 % selon les ratios de levier financier de la Société, pour un taux d'emprunt effectif de 4,80 % en 2022. La facilité est garantie par les actifs de la Société et de ceux de certaines filiales et prévoit des limites quant aux opérations et aux activités, particulièrement en ce qui a trait aux investissements autorisés ainsi qu'à certains ratios financiers surtout liés au BAIIA ajusté consolidé, aux charges financières et à la dette totale lesquels étaient respectés au 31 décembre 2022. Le prêt à terme est remboursable trimestriellement pour un montant annuel de 3,0 millions \$. De gré à gré, la facilité de crédit peut être augmentée de 20,0 millions \$ et vient à échéance le 18 février 2025. Au 31 décembre 2022, 42,0 millions \$ est disponible sur la facilité de crédit.

Au 31 décembre 2022, des lettres de crédit totalisant 1,0 \$ million (1,0 million \$ au 25 décembre 2021) étaient utilisées pour supporter la location d'un centre de distribution de la Société.

Dettes subordonnées

Une dette subordonnée d'un montant de 15,0 millions \$. La dette subordonnée porte intérêt au taux de 7,25 % à 8,25 % selon les ratios de levier financier, payable trimestriellement et vient à échéance en entier le 18 février 2026. La dette subordonnée est garantie par une sûreté sur tous les actifs présents et futurs de la Société, garantie qui est subordonnée à la garantie de premier rang consentie pour la facilité de crédit.

Capital-actions

Le capital-actions de Colabor est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées pouvant être émises en série, toutes sans valeur nominale. Le sommaire des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions qui se rattachent aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de Colabor est présenté à la Notice annuelle de Colabor datée du 1^{er} mars 2023 et qui est accessible via le site Web de SEDAR au www.sedar.com.

4. Regroupement d'entreprise et acquisition d'actifs

A) Acquisition de Le Groupe Resto-Achats Inc.

Le 4 avril 2022, la Société a acquis la totalité des actions de Le Groupe Resto-Achats Inc. et ses filiales pour un montant de 4,5 millions \$, dont 2,0 millions \$ était payable à la date de la clôture, 1,0 million \$ est payable le 4 avril 2023 et 1,5 million \$ en contrepartie éventuelle selon l'atteinte de certains seuils de revenus. La contrepartie éventuelle est payable en deux versements égaux de 0,8 million \$ aux quatrièmes trimestres de 2023 et 2024. Les rajustements au fonds de roulement au montant de 0,6 million \$ ont aussi été versés.

Fondé en 2008 et ayant ses bureaux à Québec, GRA est un important regroupement d'achats de restaurants indépendants et résidences pour aînés situés essentiellement dans l'est du Québec. Avec plus de 200 membres actifs, GRA permet un accès à des conditions commerciales de groupe pour l'approvisionnement alimentaire et autres services connexes à la restauration.

La répartition du prix d'achat se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)

	Juste valeur
	\$
Trésorerie	539
Clients et autres débiteurs ⁽ⁱ⁾	2 728
Autres actifs à court terme	9
Immobilisations corporelles	48
Immobilisations incorporelles	2 352
Fournisseurs et autres créditeurs	(2 687)
Passif d'impôts différés	(623)
Total actifs nets identifiables	2 366
Goodwill ⁽ⁱⁱ⁾	2 259
Actifs nets acquis	4 625
Trésorerie	2 615
Solde de prix d'achat ⁽ⁱⁱⁱ⁾	972
Contrepartie éventuelle ⁽ⁱⁱⁱ⁾	1 038
Total de la contrepartie transférée	4 625

⁽ⁱ⁾ Le montant contractuel brut des comptes clients et autres débiteurs s'élevait à 2,7 millions \$ à la date d'acquisition. Selon la meilleure estimation des flux de trésorerie contractuels, tous les montants devraient être recouverts.

⁽ⁱⁱ⁾ Le goodwill est principalement lié aux prévisions relatives à la croissance, à la rentabilité future attendue, à l'expertise et aux compétences importantes du personnel des entreprises ainsi qu'à la synergie attendue des coûts. Le goodwill tiré de ce regroupement d'entreprise ne devrait pas être déductible à des fins fiscales. Ce goodwill est alloué au secteur Autres.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Le solde de prix d'achat et la contrepartie éventuelle correspondent à la valeur actualisée des montants décrits précédemment. Le solde de prix d'achat est inclus dans Autres passifs courants à l'état consolidé de la situation financière.

Les frais connexes à l'acquisition d'entreprise ne sont pas inclus dans le coût d'acquisition et ont été comptabilisés en charges comme frais non liés aux opérations courantes aux états consolidés du résultat.

L'entreprise acquise a contribué aux ventes de la Société pour un total de 4,4 millions \$ et au résultat net pour 0,2 million \$ pour la période comprise entre la date d'acquisition et la fin de l'exercice. Si l'acquisition avait eu lieu le 26 décembre 2021, la direction estime que les ventes consolidées et le résultat net pro forma de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 auraient été de 575,0 millions \$ et 4,1 millions \$, respectivement.

B) Acquisition des actifs de Ben Deshaies Inc.

Le 22 avril 2022, la Société a fait l'acquisition de certains actifs de Ben Deshaies Inc. pour une somme de 0,4 million \$, notamment la liste de clients liée aux activités de services alimentaires dans les régions de l'Outaouais et des Laurentides, ainsi que certains équipements connexes.

5. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des huit derniers trimestres :

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2022				2021			
	T4 (17 semaines) \$	T3 (12 semaines) \$	T2 (12 semaines) \$	T1 (12 semaines) \$	T4 (16 semaines) \$	T3 (12 semaines) \$	T2 (12 semaines) \$	T1 (12 semaines) \$
Ventes	193 246	145 670	137 986	97 169	151 014	131 889	108 290	85 811
BAIIA ajusté⁽¹⁾	9 855	8 894	8 006	2 313	7 080	7 821	6 671	3 848
Frais (revenus) non liés aux opérations courantes	107	102	831	314	(3 998)	75	64	91
Résultat net lié aux activités poursuivies	1 682	2 832	1 690	(1 653)	5 336	2 288	1 640	(1 011)
Résultat net lié aux activités abandonnées	(419)	—	(14)	(53)	(197)	(250)	52	(16)
Résultat net	1 263	2 832	1 676	(1 706)	5 139	2 038	1 692	(1 027)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,02	0,03	0,02	(0,02)	0,05	0,02	0,02	(0,01)
Résultat net par action de base et dilué	0,01	0,03	0,02	(0,02)	0,05	0,02	0,02	(0,01)

Les ventes des huit derniers trimestres ont été touchées par divers facteurs, dont la pandémie à compter du deuxième trimestre de l'exercice 2020. Les ventes du quatrième trimestre de 2022 comportent une semaine supplémentaire comparativement à celui de 2021. Le résultat net du premier trimestre de chaque exercice financier est généralement négativement impacté par son caractère saisonnier. Le résultat net du quatrième trimestre de 2021 a été impacté positivement par les frais (revenus) non liés aux opérations courantes.

6. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

BAIIA ajusté

Il s'agit d'une mesure couramment utilisée par la direction, ainsi que par les investisseurs et analystes afin d'évaluer la performance d'une entité et la capacité à générer des flux de trésorerie sur la base de ses activités courantes. Le BAIIA ajusté correspond au résultat net duquel les éléments suivants sont ajoutés : la charge d'amortissements, les frais (revenus) non liés aux opérations courantes, ainsi que les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions, les charges financières et les impôts sur les résultats.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(en milliers de dollars)

	17 semaines	16 semaines	53 semaines	52 semaines
	2022	2021	2022	2021
	\$	\$	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	1 682	5 336	4 551	8 253
Charge (recouvrement) d'impôts	686	(19)	1 826	1 435
Charges financières	1 750	1 286	4 780	5 109
Résultat opérationnel	4 118	6 603	11 157	14 797
Charges relatives au régime de rémunération à base d'actions	162	155	475	303
Frais (revenus) non liés aux opérations courantes	107	(3 998)	1 354	(3 768)
Amortissements	5 468	4 320	16 082	14 088
BAIIA ajusté	9 855	7 080	29 068	25 420

Dette nette

La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme, net de l'encaisse tel que présenté dans les états consolidés de la situation financière de Colabor. Il s'agit d'une mesure utilisée par les investisseurs et sert à calculer le ratio d'endettement.

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette :

(en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2022 \$	Au 25 décembre 2021 \$
Encaisse	1 014	(2 134)
Portion à court terme de la dette à long terme	3 000	3 000
Dette à long terme	43 750	47 500
Dette nette	47 764	48 366

Ratio d'endettement

Le ratio d'endettement correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté provenant des activités poursuivies des quatre derniers trimestres et est utilisé par la direction afin d'évaluer sa capacité d'emprunter des capitaux. Se référer au tableau de la rubrique 5 Résumé des derniers trimestres.

7. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société sont constituées de ventes survenues avec Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Les opérations ont été effectuées conformément aux différents contrats régissant les relations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc., dans le cours normal des affaires.

Transactions avec Dubé & Loiselle inc., une entité détenue par un administrateur de la Société jusqu'au 30 mars 2022, date à laquelle le mandat d'administrateur a pris fin

(en milliers de dollars)

	17 semaines	16 semaines	53 semaines	52 semaines
	2022	2021	2022	2021
	\$	\$	\$	\$
Ventes	—	6 512	4 989	18 957
			Au 31 décembre	Au 25 décembre
			2022	2021
			\$	\$
Clients et autres débiteurs, nets des remises à payer			—	1 223

8. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligation relative à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de crédit bancaire de l'ordre de 1,0 million \$, soutenant la location d'un des centres de distribution de la Société.

9. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 1^{er} mars 2023 la « Notice », qui est accessible sur le site web SEDAR à www.sedar.com et sur le site web de la Société au www.colabor.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

10. Estimations et jugements significatifs

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction de la Société pose un certain nombre de jugements et des estimations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces jugements et estimations sont fondés sur les faits et l'information obtenue dont dispose la direction. La direction révisé à chaque date de clôture ses jugements et estimations. Les résultats réels peuvent différer des jugements, estimations et hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés.

L'information sur les jugements et les estimations significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous :

Remises des fournisseurs

La Société constate les remises des fournisseurs en estimant le degré d'atteinte des conditions donnant droit aux remises.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière en fonction de l'utilité prévue des actifs de la Société. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels de distribution.

Obligation au titre de la retraite

La direction procède à une estimation annuelle de son obligation au titre de la retraite avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de son obligation au titre de la retraite est fondée sur des taux d'inflation et de mortalité jugés raisonnables par la direction. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société à des facteurs actuariels. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de haute qualité et libellées dans la même monnaie que les prestations à verser et ayant des échéances similaires à celles du passif lié à la retraite connexe. Il existe des incertitudes quant aux estimations qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société au titre des prestations constituées.

Perte de valeur

Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La direction détermine la valeur recouvrable en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou UGT, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses clés relativement aux résultats opérationnels futurs, tels que le taux de croissance des ventes, le ratio du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement ainsi que le taux d'actualisation. Ces hypothèses clés se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements significatifs aux actifs de la Société au cours des prochains exercices.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation comporte l'estimation de l'ajustement approprié pour tenir compte du risque du marché et d'un ajustement approprié pour les facteurs de risque propres aux actifs.

Regroupements d'entreprises

Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de l'entreprise acquise et la contrepartie versée pour ces derniers sont pris en considération dans les états consolidés de la situation financière à leur juste valeur. Pour évaluer la juste valeur, la direction utilise des estimations des flux de trésorerie futurs et des taux d'actualisation. Toute modification ultérieure de ces estimations aurait une incidence sur la valeur comptable du goodwill si le changement était considéré comme un ajustement survenu durant la période d'évaluation. Toute autre modification serait comptabilisée aux états consolidés du résultat dans la période ultérieure.

11. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS.

Le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 31 décembre 2022. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) est efficace. Pour la période de 53 semaines close le 31 décembre 2022, le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont aussi évalué qu'il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière, ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

12. Nouvelles conventions comptables

Normes publiées mais non encore entrées en vigueur

Informations à fournir sur les méthodes comptables – Modifications d'IAS 1 et de l'énoncé de pratiques sur les IFRS 2

En février 2021, l'IASB a modifié IAS 1, Présentation des états financiers, pour exiger que les entités fournissent des informations sur leurs méthodes comptables significatives plutôt que sur leurs principales méthodes comptables. D'autres modifications d'IAS 1 expliquent la manière dont une entité peut identifier une méthode comptable significative. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La direction de la Société ne prévoit pas d'incidence importante sur les informations à fournir sur les méthodes comptables de la Société.

Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique – Modifications d'IAS 12

En mai 2021, l'IASB a modifié IAS 12, Impôts sur le résultat, afin de clarifier la façon dont les sociétés doivent comptabiliser l'impôt différé sur certaines transactions qui, lors de la comptabilisation initiale génèrent des différences temporaires à la fois imposables et déductibles. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La direction de la Société ne prévoit pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

13. Instruments financiers

A) Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs ainsi que des fournisseurs et autres créditeurs est comparable à la valeur comptable en raison des courtes échéances, donc la valeur temps de l'argent est non significative.

La valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers dans les états consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2022		Au 25 décembre 2021	
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Actif financier				
Non courant				
Instrument financier dérivé	740	740	145	145
Passifs financiers				
Courant				
Solde de prix d'achat	993	1 000	0	0
Non courants				
Facilité de crédit	31 531	31 750	35 185	35 500
Dette subordonnée	14 844	15 000	14 804	15 000
Contrepartie éventuelle	1 188	1 188	—	—
	48 556	48 938	49 989	50 500

En avril 2021, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'une valeur nominale initiale de 15,0 millions \$ dans le but de couvrir le risque de fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa facilité de crédit à compter de mars 2022, et ce jusqu'à l'échéance de la facilité de crédit en 2025. Le taux d'intérêt fixé par le contrat de swap est de 1,43 %. Les conditions permettant d'appliquer la comptabilité de couverture ayant été réunies, les variations de juste valeur sont donc comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler le contrat à chaque date de clôture. Au 31 décembre 2022, la juste valeur du swap de taux d'intérêt est un actif d'un montant de 0,7 million \$ comptabilisé à la rubrique Autres dans les actifs non courants à l'état consolidé de la situation financière.

La juste valeur de la contrepartie éventuelle a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux d'emprunt marginal de la Société.

La juste valeur de la facilité de crédit est comparable à la valeur comptable, étant donné que le taux d'intérêt fluctue en fonction du taux du marché avec des conditions comparables à celles prévalant sur le marché.

La juste valeur de la dette subordonnée a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux de 7,25 % (7,25 % au 25 décembre 2021), soit le taux en vigueur de la dette subordonnée.

Évaluation de la juste valeur

Lorsqu'elle évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la Société se base le plus possible sur des données observables du marché. Les justes valeurs sont présentées selon la hiérarchie des justes valeurs, qui regroupe trois niveaux selon l'importance des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur de ces éléments. Les trois niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1: prix cotés (non réajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2: données autres que les prix cotés visés au niveau 1, observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement; et
- Niveau 3: données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables.

Au 31 décembre 2022, la Société a classé l'évaluation de la juste valeur de la facilité de crédit, de la dette subordonnée et du contrat de swap de taux d'intérêt selon le niveau 2, et celle de la contrepartie éventuelle selon le niveau 3. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de l'exercice 2022.

B) Gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations, de ses activités d'investissement et de ses activités de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société et vise à protéger la Société contre les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillées ci-après. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risque de taux d'intérêt

La facilité de crédit porte intérêt à un taux variable et expose donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt. Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt à des taux variables. La Société gère son exposition au risque de taux d'intérêt en favorisant une répartition adéquate entre les passifs financiers à taux fixe et les passifs financiers à taux variable.

L'analyse de sensibilité comprend les éléments qui portent intérêt à des taux variables et démontre qu'une variation raisonnablement possible selon la conjoncture actuelle du marché de 1,0 % du taux d'intérêt aurait une incidence de 0,2 million \$ sur le résultat net en 2022 (0,2 million \$ en 2021).

De plus, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'une valeur nominale initiale de 15,0 millions \$ avec une institution financière dans le but de couvrir le risque de fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa facilité de crédit à compter de mars 2022, et ce jusqu'à l'échéance de la facilité de crédit en 2025. La Société révisé périodiquement le niveau de la dette sur laquelle les taux d'intérêt devront être fixés.

Risque de crédit

La valeur comptable des clients et autres débiteurs et des autres actifs aux états consolidés de la situation financière représente le montant maximal du risque de crédit auquel la Société est exposée.

Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients et autres actifs. Le risque de crédit lié aux comptes clients est généralement diversifié. La Société exige un cautionnement ou une lettre de crédit bancaire pour certains de ses clients. Au 31 décembre 2022, la Société détient des garanties pour 1,1 % des comptes clients (1,4 % au 25 décembre 2021). De plus, à la suite du début de la pandémie, les termes de paiement de certains clients ont été modifiés pour des paiements d'avance ou sur livraison afin de minimiser les risques de crédit.

La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires autorisés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations. Ces prévisions sont mises à jour sur une base régulière. Selon nos prévisions mises à jour avec l'information dont la direction dispose actuellement, la Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 à 15 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et des fonds disponibles sur la facilité de crédit en place.